Document generated on 07/11/2025 9:25 p.m.

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

# (COLLECTIF), *Empreintes*, Revue d'histoire de la Mauricie et du Centre-du-Québec, vol. 1, n° 1, été 2017, 42 pages

Lucia Ferretti

Volume 12, Number 1, Fall 2017

URI: https://id.erudit.org/iderudit/86837ac

See table of contents

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)
1929-5561 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Ferretti, L. (2017). Review of [(COLLECTIF), *Empreintes*, Revue d'histoire de la Mauricie et du Centre-du-Québec, vol. 1, n° 1, été 2017, 42 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, *12*(1), 5–5.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2017

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

(COLLECTIF)
***Empreintes***
Revue d'histoire de la Mauricie et du Centre-du-Québec, vol. 1, n° 1, été 2017, 42 pages

*Les Cahiers de lecture de L'Action nationale* sont heureux de souligner la parution d'une nouvelle revue d'histoire, consacrée à la Mauricie et au Centre-du-Québec. Il s'agit d'une initiative conjointe de la Société d'histoire de Cap-de-la-Madeleine et d'Appartenance Mauricie société d'histoire régionale, qui ont muri le projet depuis trois ans. Elles ont réuni un comité de rédaction de personnes impliquées dans plusieurs milieux liés à l'histoire, au patrimoine, à l'enseignement ou à la culture. Le nouveau périodique ambitionne non seulement de mieux faire connaître l'histoire de la Mauricie et du Centre-du-Québec et de favoriser la recherche sur ces deux régions, mais aussi de doter celles-ci d'un outil de développement culturel qui leur manquait jusqu'à présent.

150e anniversaire oblige, le premier numéro porte sur la Confédération. Une dizaine d'articles, en plus d'une chronologie, font connaître de nombreuses dimensions de cet événement politique plus souvent traité à l'échelle du Canada ou du Québec qu'à celle des régions. Cartographie des huit comtés fédéraux, campagne électorale de 1867 – avec son lot de fiers-à-bras et l'opposition des Rouges –, influence de l'évêque Laflèche et rôle du maire de Trois-Rivières, conséquence de la possibilité du double mandat sur la vie politique (on pense à Martine Ouellet ☺) sont quelques-uns des thèmes traités. En plus de brosser le portrait de Macdonald et de Chauveau, les deux premiers premiers ministres, le numéro dépeint deux hommes politiques de la région passés à l'histoire : le Rouge Antoine-Aimé Dorion, et un autre type de rouge, Wilfrid Laurier. Le numéro se termine par une rubrique d'archives très utile à tous les amateurs d'histoire, qui décrit cette fois les fonds pertinents pour fouiller l'histoire du droit et de la justice en Mauricie et au Centre-du-Québec.

Des textes courts, informés et bien écrits, un format pratique et une superbe mise en page devraient assurer le succès d'*Empreintes*.

empreintes.cieq.ca

**Lucia Ferretti**
*Chef de pupitre, Histoire et culture*

ALAIN DENEAULT
**POLITIQUES DE L'EXTRÊME CENTRE**
Montréal, LUX, 2016, 100 pages

Dans un très bref condensé d'éléments clefs de sa pensée, Alain Deneault poursuit son travail d'analyse critique de notre époque, de ses lieux communs et des institutions qui les sous-tendent. Son thème cette fois, ce qu'il désigne comme un régime d'extrême centre, à savoir l'intolérance envers tout ce qui ne se situe pas dans un « juste milieu », donnant pour normal l'ordre établi du capitalisme financier mondialisé. Ce dernier concentre la richesse et le pouvoir et, chemin faisant, démantèle les institutions publiques, saborde les possibilités d'organisation et de pensée autonomes, méprise la culture, vide le politique de sa substance et accélère la destruction des écosystèmes. Dans les conditions d'une vie démocratique saine, il naîtrait une opposition forte œuvrant à une définition et à une prise en charge collectives de ces problèmes. Or, dans ce régime d'extrême centre, la pensée politique est rarement tournée vers l'analyse collective et le bien public, et il manque cruellement d'organisations réellement efficaces face au pouvoir.

On trouve bien, au coin gauche, quelques groupes anarchistes et des coalitions temporaires (le mouvement « Occupy » par exemple), mais s'ils font œuvre utile par leur travail de critique sociale, ils sont isolés, marginalisés et en proie à leurs propres dynamiques internes (éclatement identitaire, rapports de force, etc.) et, dans le cas des coalitions, réunies moins par des idées que par le sentiment d'indignation. Par conséquent, ces mouvements sont fragiles et, bien qu'utiles parce qu'ils montrent ce qui ne va pas, rarement efficaces. Au coin droit, on veut, à l'extrême, éradiquer les différences et se débarrasser de la complexité du monde, opposant à la « pensée unique » une « capitulation de la pensée » (p. 65).

En politique institutionnalisée, l'axe politique gauche-droite « décalé vers la loi du plus fort » (p. 24) en est venu à représenter un ensemble de variations autour du libéralisme offrant toutes des réponses inadéquates qui, en bout de piste, ont le même effet de ne rien changer de fondamental, malgré leur diversité qui donne l'apparence d'un conflit idéologique. Ceux des communistes ou des sociaux-démocrates qui se disent « de gauche, mais » éludent la possibilité d'imposer des contraintes aux pouvoirs en fonction d'un intérêt collectif. À l'opposé, les « de droite, mais » sont forcés de reconnaître l'évidence grandissante des problèmes auxquels nous faisons face, mais ramènent tout à des excès, souvent individuels, et proposent des mesures marginales, sans questionner le principe de croissance illimitée. Enfin, les libéraux « mais de gauche » cultivent l'exaltation de la différence identitaire, tout en pratiquant un militantisme moralisateur axé sur le mode de vie (par exemple la « consommation responsable »). Cette mouvance rapporte l'analyse et l'action à des logiques de responsabilités individuelles, dans une logique de fragmentation du social tout à fait cohérente avec les pouvoirs institués.

Alors, se demande Deneault, que faire devant la catastrophe prévisible qu'annonce l'ordre social qui prévaut ? Comment combattre des politiques qui nous enferment dans une impuissance construite carburant aux fausses évidences et à l'illusion de l'efficacité de gestes individuels et isolés ?

À ces questions, Alain Deneault répond en nous invitant à nous « radicaliser ». Dans le contexte qui est le nôtre (dans lequel une série d'étiquettes notamment « terrorisme » et « archaïsme » servent à étouffer toute opposition, comme Deneault le souligne lui-même), on peut craindre, malheureusement, que l'usage de ce mot ne serve d'épouvantail, de prétexte à détourner son propos. Alors, précisons. Les analyses et les actions radicales visent à comprendre l'essence et les causes profondes des problèmes et à agir à leur racine. Dans un ouvrage précédent (La médiocratie), dans lequel son propos à cet égard est beaucoup plus explicite, Deneault affirmait qu'on ne devient pas révolutionnaire par envie de causer des catastrophes et des tourments, mais « par appréhension de la crise et de la catastrophe vers laquelle nous mène le régime instauré de l'époque » (La médiocratie, p. 192).

Se radicaliser, pour Deneault, consiste donc à « rendre révolu ce qui nuit à la chose commune » (La médiocratie, p. 191), à rompre avec les questionnements individualisants qui paralysent la pensée et l'action (« que puis-je faire, moi ? ») et avec le sentiment d'impuissance qui génère la fuite. Une rupture avec ces schèmes permettrait d'adopter une perspective collective et publique de questionnement et d'organisation. Elle favoriserait la délibération concernant les contraintes et les libertés qu'il est souhaitable d'instituer. Alain Deneault nous invite donc à refuser de nous voir comme l'addition d'« individus » dépeinte par l'idéologie dominante et à nous définir plutôt comme « sujets collectifs » (p. 68), conscients et assumant les difficultés – et les tensions – découlant de la définition de tels sujets. Difficultés et tensions risquant d'ailleurs d'être exacerbées par l'ampleur de la tâche.

On reprochera à cette analyse d'être trop englobante, d'aller parfois un peu vite en besogne, de viser injustement certaines cibles ou d'éluder certaines considérations stratégiques. À titre d'exemple central, des lecteurs, dont je suis, demeureront perplexes devant le recours à certains mots, qui, même définis et remis en perspective, demeurent malavisés dans le contexte actuel de visibilité grandissante de mouvements extrémistes. Mais ce qui importe bien plus, c'est que l'auteur attire notre attention, avec lucidité et justesse, sur des questions fondamentales qu'il faut de toute urgence poser. Il s'agit d'une condition nécessaire à la nécessaire transformation du monde.

**Chantale Lagacé**
*Professeure de sociologie au collège Montmorency*